

CONTRIBUTION AU CONGRÈS 2016

COMMUNISTES DU CENTRE VILLE

VITRY SUR SEINE

Quelques idées politiques pour engager notre congrès :

Les communistes du centre-ville se sont réunis le 21 février 2016, afin de réfléchir collectivement à notre projet communiste. La question de l'emploi a été au cœur de nos échanges. La préparation d'un congrès n'est jamais un exercice facile. Ce moment statutaire doit nous permettre individuellement et collectivement de faire le point sur nos exigences à la fois politiques, démocratiques et sociales. Ce travail est le préalable à l'évolution naturelle de nos propositions politiques.

Notre rapport au marxisme doit être posé ! Est-on aujourd'hui encore un parti révolutionnaire en capacité de proposer des alternatives crédibles, audibles aux peuples, de France et d'Europe.

Depuis 1936, la France a mieux résisté à la crise que nombre d'autres pays européens grâce à ses systèmes solidaires de protection sociale et ses services publics. Aujourd'hui, il faut organiser la reconquête des politiques publiques, des services publics et de la Sécurité sociale, et aboutir à une société de plein emploi... Depuis longtemps, les communistes et les salarié(e)s défendent l'idée qu'il ne peut y avoir de développement des services publics sans développement industriel. « Pas d'industrie sans services publics et pas de développement de services publics sans industrie » : il s'agit de travailler la cohérence d'une bataille.

Le développement, de l'industrie, de l'emploi et de nouveaux droits, devient la colonne vertébrale d'un pays en termes d'économie, de services publics et de réponses aux besoins. C'est une ouverture fondatrice d'emplois, de développement économique et par conséquent de droits nouveaux pour tous et de meilleures finances publiques pour assurer le modèle social que nous connaissons et avons raison de défendre !

Un constat partagé !

Tous les pays qui ont sacrifié leur industrie n'ont plus de services publics parce qu'il faut financer leur développement. Si les collectivités représentent 70% de l'investissement en France et sont créatrices de dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, elles ne sont pas les seules à participer à la création d'emploi. La crise capitaliste construite par nos dirigeants européens a permis le chômage de masse, la précarisation d'un grand nombre de personnes : les retraités, les jeunes, les femmes...

La propagande capitaliste plébiscitée par nos dirigeants et largement relayée par les médias tend à faire penser à la population que : la lutte de classe n'existe plus ; que les réformes et les lois sur le code du travail sont inévitables dans la situation de crise actuelle. La mondialisation a servi de justification au patronat pour mettre en place la compétitivité à outrance et nous faire renoncer à nos droits.

Flexibiliser le code du travail pour créer de l'emploi est aussi aberrant que de supprimer le code de la route pour faire diminuer les accidents et sauver des vies. Nous avons aussi la preuve qu'en vingt ans, les baisses de cotisations et de taxes accordées aux entreprises ont entraîné la hausse du chômage.

Pour répondre à notre projet de société, certains préalables doivent être mis en œuvre !

La lutte des classes étant un concept plus que jamais révolutionnaire, des solutions existent. Nous avons des propositions pour la faire vivre, la développer et organiser la reconquête des politiques publiques, des services publics, de la Sécurité sociale et du plein emploi.

Plusieurs propositions ne peuvent être exclues de notre projet car elles sont porteuses d'espoirs et de progrès social. Les formules utilisées par le parti communiste pour porter nos projets sont « sécurité emploi-formation » et « zéro chômeur », doivent être remplacées par le slogan « droit au travail pour tous ».

L'objectif porté par nos propositions :

- l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle et/ou d'un parcours sécurité-emploi-formation qui garantissent aux salariés-es la continuité de leurs droits entre les périodes de travail et les périodes sans emploi. C'est dans les situations où les salariés sont les plus fragiles, que les systèmes de protections sociales doivent être les plus solides. Elle visera à garantir des droits individuels et collectifs à tous.
- L'augmentation généralisée des salaires, avec un SMIC ne pouvant pas être en dessous de 1800 € pour vivre.
- Le dégel du point d'indice permettrait de lutter durablement contre la baisse du pouvoir d'achat.
- La création d'un droit rechargeable pour une indemnisation meilleure, plus juste et plus solidaire entre générations.
- La fin du CICE et le remboursement des fonds publics permettraient de financer un nouveau système de sécurité sociale professionnelle.
- Mise en place d'un moyen contraignant pour les entreprises qui licencient sans raisons et qui précarisent à outrance : pénalisation et incitation par la modulation des cotisations et par la taxation de leurs revenus financiers. Cela devrait permettre la généralisation du CDI comme seul modèle.
- Nationalisation des entreprises des secteurs clés (Banques, EDF-GDF, les autoroutes, les transports, l'eau etc...).

- De nouveaux droits pour les salariés-es, tel que le droit d'opposition, la possibilité de créer de nouvelles structures professionnelles (SCOP).
- La mise en place d'une loi régissant le droit syndical et empêchant la criminalisation des représentants syndicaux.
- La réduction du temps de travail peut être une des réponses des exigences sociales des salariés-es.
- La négociation d'une convention collective unique et étendue (CCUE) garantissant les mêmes droits pour tous.
- Garantir la retraite à la hauteur du dernier salaire afin de lutter contre la misère croissante dans laquelle se trouve de plus en plus de nos anciens.
- Favoriser l'emploi des jeunes car ils sont notre richesse intellectuelle.
- Garantir l'égalité des salaires homme-femme.

Pour financer nos exigences :

Il convient donc de conforter le rôle de l'état, des entreprises et le financement des uns et des autres.

Redistribution de l'argent pour que tout le monde travaille :

- En récupérant 80 milliards d'évasion fiscale ;
- En taxant 50 milliards de dividendes versés aux actionnaires ;
- En récupérant l'argent versé aux les entreprises grâce aux CICE et au pacte de responsabilité lorsqu'elles n'ont pas créé d'emplois.

Pour mieux résister :

Que désirons-nous ? Vivre pour travailler ou travailler pour vivre ?

Le dernier rempart qui protège les salariés, c'est le code du travail. Après le pacte de responsabilité et la Loi Macron, il subit une nouvelle attaque d'une violence sans précédent avec la loi EL KHOMRI. Ce projet prévoit la subordination des droits du travail aux accords d'entreprise alors que le rapport de force dans l'entreprise est toujours défavorable aux salariés et qu'actuellement les conventions collectives ne peuvent prévoir des garanties en dessous de celle prévues par le code du travail. Cette loi envisage aussi de permettre aux entreprises de licencier les salariés refusant les accords d'entreprise pour faute grave.

Le problème de la mise en concurrence des entreprises face à de la création de nouveaux emplois ne vient pas du code du travail mais de la stratégie à court terme du patronat qui vise à tout prix la réduction du coût du travail au lieu de voir sur le long terme en mettant à profit le savoir-faire des ouvriers français. L'incapacité du grand patronat à faire le diagnostic de l'état de la production française l'empêche de se tourner vers une stratégie basée sur la qualité des produits et du savoir-faire français.

Nous devons poser la question de l'Europe et du rôle de la BCE afin d'arrêter de composer avec les capitalistes et les libéraux.

Conclusion :

Le parti doit construire un projet qui n'aborde pas les problèmes de notre société uniquement par le biais de l'emploi afin qu'il ne soit ni restreint, ni exclusif.

L'idée de « lutte de classe » peut rassembler. Nous devons donc créer des convergences entre toutes les catégories sociales et professionnelles qui composent notre parti. Le rassemblement de tous autour de notre projet est indispensable pour lutter contre la montée des individualismes générée par la société façonnée par les capitalistes-libéraux au pouvoir.

Nous devons aussi renforcer les liens entre le parti et les autres forces progressistes de tous milieux, associatifs, syndicaux, afin de travailler ensemble à l'alternative politique, tout en renforçant la résistance sociale dans les différents territoires et en essayant de les faire converger.

Les communistes du Centre-Ville, Vitry le 28/02/2016.